

3 IMPÉRATIFS

POUR QUE LES PROJETS ÉNERGÉTIQUES ATTIRENT LES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE

COMMENT S'ASSURER QUE VOTRE PROJET BÉNÉFICIE DE FINANCEMENTS PRIVÉS ÉTRANGERS ET NATIONAUX, MÊME DANS UN ENVIRONNEMENT COMMERCIAL DIFFICILE

PUTTRU

PUTTRU

PARTENAIRES FINANCIERS



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEEAO



© 2021PUTTRU Technologies Limited. Tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou autre, sans le consentement préalable de PUTTRU Technologies Limited.

Couverture: © 123rf.com / Gui Yongnian; P. 8-9: © shutterstock.com / foxbat; P. 11: © shutterstock.com / Sonpichit Salangsing;
P. 13: © depositphotos.com / Alan; P. 16-17: © shutterstock.com / Camp1994; P. 19: © 123rf.com / asphoto777;
P. 25: © depositphotos.com / ASphoto777

Table des matières

AVANT-PROPOS	
Monica Maduekwe, fondatrice, PUTTRU Technologies Limited	2
STRUCTURE DU RAPPORT	3
1. Le moment est venu d'investir en Afrique	4
FIGURE 1 Nouveaux projets d'IDE annoncés par secteur/industrie, 2018-2019 (Millions de dollars) - Services	5
2. L'effet de halo politique, le cadre de votre projet et la DR : les 3 éléments qui changent la donne dans le financement des projets énergétiques en Afrique	6
2.1. L'effet de halo politique	7
2.2. Cadre du projet	10
2.3. Diligence raisonnable (DR)	12
3. Présélection de projets énergétiques prioritaires pour le continent africain - financement nécessaire et étapes de développement des projets	14
TABLEAU 1 Projets énergétiques prioritaires de l'UA	15
TABLEAU 2 LA PAROLE AUX EXPERTS ...	
Augmenter le nombre de financements de projets en Afrique : quelles conditions permettraient d'y parvenir ?	16
3.1 Comment les PME peuvent-elles aussi mener des projets de grande envergure?	18
Regroupement de projets : Une nouvelle stratégie pour les PME	20
Pleins feux sur les partenaires : La FCMB finance l'avenir durable du Nigéria	22
Liste des références	24

AVANT-PROPOS



Monica Maduekwe,
Founder, PUTTRU Technologies Limited

Nous sommes ravis de présenter ce rapport sur *les 3 impératifs pour que les projets énergétiques attirent les investissements en Afrique*. Le rapport est une synthèse de nos conversations individuelles avec des personnes qui sont au cœur même du sujet.

Par conséquent, bien que bref, vous trouverez que la qualité des informations contenues dans ce rapport est profonde et perspicace, riche d'exemples concrets tirés de l'expérience de ces personnes sur ce qui marche.

En outre, plutôt que de vous laisser avec des théories, nous avons présenté dans ce rapport une liste de projets, qui n'est en aucun cas une liste exhaustive des projets actuellement en cours de développement

en Afrique. Cependant, l'intérêt de partager cette liste avec vous est de vous faire savoir que vous pouvez, sans aucun doute, mettre en pratique nos 3 impératifs presque immédiatement, si vous le décidez.

Conformément à ce que représente PUTTRU, ce rapport démontre notre engagement à lever les obstacles qui empêchent le marché de l'énergie africain de répondre aux demandes énergétiques actuelles et futures des pays africains.

Ainsi, conformément à ce que représente PUTTRU, ce rapport démontre notre engagement à lever les obstacles qui empêchent le marché de l'énergie africain de répondre aux demandes énergétiques actuelles et futures des pays africains.

Je voudrais conclure en exprimant notre plus profonde gratitude aux IFD partenaires de PUTTRU. Elles ont véritablement démontré leur ouverture à l'innovation technologique et leur détermination à améliorer le paysage des investissements en Afrique. Nous sommes également immensément reconnaissants aux experts qui ont librement partagé leurs précieuses connaissances avec nous dans ce rapport.

Monica Maduekwe
Fondatrice, PUTTRU Technologies Limited

STRUCTURE DU RAPPORT

Ce rapport est divisé en trois parties.

1 Pourquoi investir dans le secteur de l'énergie en Afrique.

La première partie prépare le terrain en présentant les prémisses sur lesquelles reposent la pertinence et l'opportunité de ce rapport. En nous appuyant sur les prévisions du Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 des Nations unies, nous souhaitons informer nos lecteurs que le moment est venu d'investir en Afrique.

2 Comment assurer l'investibilité des projets énergétiques en Afrique.

La deuxième partie constitue le cœur de ce rapport. Et c'est pourquoi elle porte le même titre que le rapport. Après avoir présenté les fondements de notre conviction dans la première partie, nous proposons une stratégie pour permettre aux parties prenantes auxquelles le rapport s'adresse - investisseurs étrangers et nationaux, développeurs d'énergie et gouvernements - de tirer parti des possibilités offertes par le secteur de l'énergie en Afrique.

3 Quels sont les projets à réaliser en Afrique.

La troisième partie est un élément essentiel de ce rapport en trois parties, car nous apportons la preuve que ces opportunités existent déjà en présentant une liste de projets réels prêts à l'investissement - s'élevant à plus de 38 milliards de dollars US. Nos lecteurs peuvent considérer cette section comme la partie pratique des informations que nous avons partagées, permettant à ces acteurs clés, y compris les PME africaines, de mettre en pratique ce que nous avons partagé dans la deuxième partie de ce rapport, pour ceux qui cherchent des opportunités d'investissement ou de développement de projets dans le secteur de l'énergie en Afrique.

1

Le moment est venu d'investir en Afrique

L'Afrique a un plus fort potentiel de relance post-Covid, selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 des Nations unies

En janvier 2020, bien que peu impressionnant, le produit intérieur brut (PIB) du continent devait connaître une croissance positive, passant de 2,9 % en 2019 à 3,2 % en 2020 et 3,5 % en 2021 (ONU, 2020).

Pourtant, le Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 des Nations unies (ONU) souligne que «les indicateurs macroéconomiques récents montrent une trajectoire de croissance relativement plus solide que dans d'autres régions» (CNUCED, 2020, p.8).

Toutefois, depuis le début de la pandémie, ce chiffre prévu pour 2020 a été révisé de 3,2% à -2,8% et l'on s'attend à ce que les investissements reflètent la même tendance, avec une contraction prévue de 25% à 40% des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) (CNUCED, 2020a)¹. Pourtant, le Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 des Nations unies (ONU) souligne que «les indicateurs macroéconomiques récents montrent une trajectoire de croissance relativement plus solide que dans d'autres régions» (CNUCED, 2020, p.8).

Outre les intérêts en matière d'investissement dont font preuve les grandes économies mondiales², le rapport des Nations unies sur l'investissement dans le monde fait référence à la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ; selon le rapport, avec le début du ZLECAf en 2021, les effets négatifs de la pandémie et des faibles prix du pétrole sur les investissements sur le continent seront atténués, ce qui augmentera les entrées d'IDE à partir de 2021 (CNUCED, 2020).

Le niveau d'optimisme démontré dans ce rapport est une bonne nouvelle pour l'Afrique.

Toutefois, on ne peut pas s'attendre à ce que la relance de l'Afrique se fasse au même rythme que le taux de croissance du PIB du continent en 2019, c'est-à-dire à moins de 3 %, surtout si l'on considère que la dernière fois que l'ensemble du continent a été en récession, c'était il y a plus de 25 ans (Banque mondiale, 2020)³.

Ainsi, s'il est positif de constater une augmentation significative des IDE pour les nouveaux projets du secteur énergétique au cours des dernières années, des chiffres plus élevés sont nécessaires si l'Afrique veut se redresser et se développer après la période Covid-19.


¹ La projection pour le monde est de 30 à 40 %.

² Il s'agit notamment des initiatives d'investissement développées pour l'Afrique par les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, la France et la Russie.

³ La récession provoquée par la pandémie a eu un impact négatif sur les entreprises, en particulier les petites entreprises et les entreprises d'État en ASS - voir FMI (2020) - qui, avant la pandémie, étaient confrontées à des marges de fonds de roulement serrées. La diminution de la clientèle et des volumes de revenus résultant de la crise sanitaire mondiale a affaibli des entreprises qui étaient déjà faibles. Nombre d'entre elles auront besoin d'un soutien, notamment par le biais de plans de relance gouvernementaux, pour rester en activité (CNUCED, 2020b). Par conséquent, pour le continent, une reprise économique idéale serait celle où les activités économiques sont sensiblement fortes et stables, suffisamment pour redonner confiance aux entreprises pour qu'elles investissent à nouveau et aux consommateurs pour qu'ils dépensent - peut-être une situation qui rappelle les taux de croissance enregistrés en 2012, supérieurs à 6 %, voir BAD (2012).

Ce rapport est un guide pour les investisseurs ainsi que les développeurs de projets énergétiques sur la conception de projets qui atteignent la clôture financière. En outre, le rapport sert à informer les gouvernements africains sur les conditions nécessaires pour attirer les investisseurs, en particulier avec d'autres régions du monde qui rivalisent pour ce même capital.

FIGURE 1: Nouveaux projets d'IDE annoncés par secteur/industrie, 2018-2019 (Millions de dollars) - Services

DESTINATION AFRIQUE			
	2018	2019	Variation en %
Construction	4,779	9,575	100%
 Fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5,712	10,228	79%
Information et communication	3,923	4,639	18%
Transport et stockage	5,203	5,402	4%

Source: Rapport sur l'investissement dans le monde 2020

2 L'effet de halo politique, le cadre de votre projet et la DR : les 3 éléments qui changent la donne dans le financement des projets énergétiques en Afrique

Investir en Afrique n'est pas pour tous les types d'investisseurs. Compte tenu des conditions commerciales uniques qui règnent dans les pays africains, les investisseurs doivent être conscients de ce dans quoi ils s'engagent et des raisons pour lesquelles ils choisissent d'investir en Afrique.

Si vous êtes un investisseur (ou un promoteur de projet) à la recherche d'un retour sur investissement élevé, alors l'investissement en Afrique est fait pour vous.

Le continent étant confronté à davantage de frictions informationnelles par rapport aux autres continents du monde, ne pas savoir comment votre investissement aboutira constitue en effet une préoccupation. Toutefois, on peut considérer que les niveaux élevés de rendement que l'on peut obtenir sur le continent s'accroissent de cette situation. Comme on dit, aux grands risques les grandes retombées. Donc, si vous êtes un investisseur (ou un promoteur de projet) à la recherche d'un retour sur

investissement élevé, alors l'investissement en Afrique est fait pour vous.

Utilisez ces 3 «impératifs», l'effet de halo politique, le cadre du projet et la diligence raisonnable, comme une échelle pour évaluer dans quelle mesure vos intérêts dans un projet sont protégés.

L'effet de halo politique concerne la présence de certains types d'acteurs ou de super partenaires dans votre équipe de projet.

Un autre facteur à prendre en compte est l'environnement - externe ou interne - dans lequel votre projet se déroulera. Dans les cas où l'environnement extérieur, c'est-à-dire le pays dans lequel le projet est mis en œuvre, est considéré comme non bancable, la présence de certains types de conditions ou d'entités quasi-gouvernementales dans votre projet pourrait atténuer ou transférer ces risques - la naissance du Nigeria Bulk Electricity Trading Plc est l'exemple cité dans ce rapport.

Le dernier point de notre liste est la diligence raisonnable. Vous avez obtenu le soutien de partenaires influents dont la présence dans votre projet décourage certains types de comportements de la part des pays d'accueil et votre environnement de projet garantit que les problèmes rencontrés par l'environnement extérieur restent externes. Cette dernière étape consiste à colmater toutes vos « brèches ».



Investir dans les infrastructures en Afrique, ce n'est pas comme à la bourse. Il s'agit d'un investissement à long terme. »

Ope Onibokun, responsable du financement de projets, ARISE

En veillant à ce que votre projet remplisse ces trois conditions, il y a une plus grande probabilité de réussite de l'investissement qui générera des rendements ajustés au risque plus élevés par rapport au marché développé

2.1. L'effet de halo politique

L'effet de halo politique provient du fait d'avoir certains types de partenaires de projet qui protègent les intérêts de votre projet contre les risques politiques indésirables. Selon Onibokun (2020), si un problème politique survient, ce sont les parties prenantes qui seront impliquées pour aider à aplanir les difficultés. Citant le projet primé d'Albatros Energy Mali⁴, le premier projet d'un producteur indépendant d'électricité (PIE) à grande échelle du pays, Onibokun (2020) note que le fait d'avoir des institutions financières de développement (IFD) comme parties prenantes au projet contribue à réduire les risques politiques/pays. De plus, en s'engageant auprès des gouvernements, les IFD sont en mesure de créer un environnement commercial favorable au projet et, en fin de compte, au pays lui-même. Dans le cas de ce projet au Mali, les IFD qui ont financé le projet comprennent la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque islamique de développement (BID), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI)⁵.

L'effet de halo politique provient du fait d'avoir certains types de partenaires de projet qui protègent les intérêts de votre projet contre les risques politiques indésirables.

⁴ Albatros Energy Mali a reçu le prix « Contrat de l'année » en 2018 dans la catégorie Industry Award de l'African Utility Week (AUW). Voir communiqué de presse : <https://aem-sa.com/pr-african-utility-award-doy/>

⁵ Albatros Energy Mali: The Lenders: <https://aem-sa.com/partners/>



ENCADRÉ 1

L'importance des IFD : Financement de la SFI sous forme de prêt A ou de prêt B

Le financement du Prêt A/Prêt B, bien que développé à l'origine par la Société financière internationale (SFI), peut être utilisé par les IFD dans les cas où les organismes de crédit à l'exportation (OCE) peuvent considérer les pays hôtes comme non bancables. Dans le cadre d'une structure de financement de type prêt A/prêt B, l'IFD peut prendre une participation dans la société ad hoc (SPV). En outre, en ce qui concerne la dette, l'IFD signe un accord de prêt avec la société ad hoc. Toutefois, l'IFD conserve une partie du prêt pour elle-même (Prêt A) et vend une participation dans la partie restante de la dette à d'autres prêteurs (Prêt B). Bien que l'IFD reste le prêteur officiel dans la transaction, le remboursement du prêt à tous les prêteurs participants se fait au prorata.

Bien que l'IFD ne fournisse pas de garanties de remboursement, le poids politique de la participation de l'IFD au projet est un puissant facteur de dissuasion des défaillances.

Pour en savoir plus : [Prêts B](#).



ENCADRÉ 2

Soutien de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) aux projets énergétiques ouest-africains

Le 24 novembre 2020, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et PUTTRU Technologies Limited ont signé un protocole d'accord pour mettre en œuvre conjointement le projet «Comblant le déficit d'investissement dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest». Dans le cadre de ce protocole d'accord, la BIDC et PUTTRU Technologies Limited vont coopérer et collaborer pour accroître le financement du secteur privé en vue d'accélérer le développement de projets dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest.

La BIDC, en tant que partenaire stratégique du projet régional d'énergie, apportera la vaste expérience de la Banque en matière de financement de projets, de facilitation des syndications et de connaissance et de présence au niveau régional. La BIDC assurera le financement des projets énergétiques créés sur les plateformes numériques, qui correspondent à leurs besoins de financement, en plus d'un soutien consultatif qui permettrait à PUTTRU Technologies Limited d'atteindre les objectifs fixés dans le protocole d'accord.

Communiqué de presse : [PUTTRU Technologies Limited et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO signent un accord de partenariat pour promouvoir la croissance et le développement des projets du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest](#)



L'Autorité de Régulation Régionale du secteur de l'Électricité de la CEDEAO (ARREC) est unique en ce sens qu'elle est la première du genre, étant un régulateur régional doté des pleins pouvoirs et du mandat de rendre les règles et réglementations contraignantes pour les États membres en ce qui concerne le commerce transfrontalier de l'électricité. »

**Ifey Ikeonu, ancien président,
ARREC, PDG d'Ecosolar**

2.2. Cadre du projet

Par *cadre de projet*, nous entendons l'environnement (des affaires), le cadre réglementaire, la structure de financement du projet, etc. Il s'agit simplement du *véhicule* dans lequel le projet est conçu et exécuté, dans le but ultime de garantir que vos intérêts, en tant qu'investisseur ou promoteur de projet, ne sont pas affectés.

Par **cadre de projet**, nous entendons l'environnement (des affaires), le cadre réglementaire, la structure de financement du projet, etc. Il s'agit simplement du véhicule dans lequel le projet est conçu et exécuté, dans le but ultime de garantir que vos intérêts, en tant qu'investisseur ou promoteur de projet, ne sont pas affectés.

Expliquant l'importance de l'environnement dans lequel les investissements ont lieu, le Dr Andrew Nevin, économiste en chef et associé chez PwC Nigeria, fait remarquer que le Nigeria, en raison de sa démographie, attirera toujours l'attention des investisseurs (Nevin, 2020). Toutefois, pour passer de la phase d'attention à celle de l'action, le Nigeria doit rendre son environnement d'investissement plus favorable aux investisseurs.

Si les pays et les gouvernements africains travaillent à leur évaluation de la qualité institutionnelle, il est possible que les conditions qui encouragent l'investissement existent toujours.

Le Nigerian Bulk Electricity Trading (NBET) est un exemple de la manière dont les cadres sont mis en place pour remédier à une faiblesse dans un environnement commercial afin d'attirer les investissements.

Outre la qualité des institutions, la petite taille des économies africaines constitue un autre obstacle à l'investissement. Mais ce facteur ne doit pas être considéré comme un obstacle, car les pays ont pris l'initiative de mettre en place des cadres (y compris réglementaires) qui créent des projets importants en regroupant des projets entre pays (voire entre sous-régions - voir section 3), tels que les projets d'interconnexion électrique promus par les communautés économiques régionales (CER), par exemple la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les agences développées par les chefs d'État des États membres pour réguler ces marchés.

ENCADRÉ 3

La naissance de la société Nigerian Bulk Electricity Trading Plc

Dans le cadre de la réforme du marché de l'électricité, le Nigeria devait donner confiance au secteur privé pour qu'il investisse dans la production en éliminant le risque que les sociétés de distribution ne soient pas perçues comme suffisamment viables pour acheter l'électricité produite, une condition nécessaire pour attirer les investisseurs dans la partie production du marché.

Pour atténuer ce risque, il a été conçu qu'un négociant en vrac/acheteur principal qui sera soutenu par l'instrument du gouvernement, le trésor du pays, était nécessaire, le ministère des Finances fournissant une garantie que l'électricité produite sera payée. Une société ad hoc (NBET) a été créée pour présenter une option liquide/crédit digne d'attirer les investisseurs.

Rumundaka Wonodi, PDG pionnier, Nigerian Bulk Electricity Trading (NBET) Plc, PDG de ZKJ Energy Partners



Pendant la guerre civile en Angola, le pays a continué à produire du pétrole.

Pourquoi?

Le cadre du projet garantissait aux investisseurs leur argent, indépendamment de ce qui se passait dans le pays.



Enfin, une capacité technique limitée au niveau local. La seule façon de progresser, au bout du compte, est de faire en sorte que le coût de l'électricité soit abordable pour la population, pour les entreprises. Actuellement, nous avons l'un des tarifs les plus élevés au monde. Comment pouvons-nous rendre ces tarifs plus abordables ?

Actuellement, il est d'environ 35 cents/kWh. »

Augustus Goanue, directeur général de la Commission de régulation de l'électricité du Liberia (LERC), sur les principaux

« Défis qui empêchent le secteur privé d'entrer sur le marché de l'électricité du Liberia. »

2.3. Diligence raisonnable (DR)

Une DR bien exécutée consiste à *mettre l'accent* sur votre bon travail. À ce stade, il est utile de jeter un dernier coup d'œil à votre liste de contrôle pour savoir à quoi devrait répondre un investissement très performant et si les préoccupations soulevées avant d'arriver à ce stade ont été prises en compte.

Par exemple, pour garantir que l'électricité produite par votre projet puisse être écoulee, vous souhaitez peut-être savoir si des lignes de transmission sont en place ou le seront avant la date de mise en ligne prévue de votre projet, dit Onibokun (2020).

Une DR bien exécutée consiste à **mettre l'accent** sur votre bon travail. À ce stade, il est utile de jeter un dernier coup d'œil à votre liste de contrôle pour savoir à quoi devrait répondre un investissement très performant et si les préoccupations soulevées avant d'arriver à ce stade ont été prises en compte.

Il est certain que les performances de votre projet pourraient être vulnérables à des questions moins évidentes comme la manière dont l'utilisation d'une main-d'œuvre essentiellement non locale pourrait affecter le caractère abordable des résultats de votre projet et, par conséquent, l'impact sur les ventes.



3 Présélection de projets énergétiques prioritaires pour le continent africain - financement nécessaire et étapes de développement des projets



«Une Afrique sans frontières est le fondement d'un marché continental compétitif qui pourrait servir de centre d'affaires mondial. Elle permettrait ... aux investisseurs de réaliser des économies d'échelle tout en créant des marchés beaucoup plus vastes et en offrant de nouvelles possibilités aux petites et grandes entreprises. »

African Economic Outlook (2019)

Ces projets donnent aux investisseurs la possibilité de venir tôt et de profiter de ces initiatives continentales.

Lancé en février 2021 lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, le marché unique de l'électricité en Afrique (AfSEM) devrait entamer sa 1^{ère} phase en 2023 et devenir pleinement opérationnel d'ici 2040 (CTS- TTIET, 2020). Cette question a été

examinée lors de la première session extraordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme (CTS-TTIET), les 14 et 15 décembre 2020.

Les projets prioritaires identifiés par les États membres pour le développement dans le cadre du PIDA PAP 2 de l'Union africaine (UA), c'est-à-dire du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) Plan d'action prioritaire (PAP), sont encore plus urgents que l'AFSEM.

⁶ Le Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme (CTS-TTIET) est composé de ministres sectoriels des 55 pays de l'UA, d'experts techniques sectoriels des ministères concernés des États membres de l'UA et des Communautés économiques régionales (CER), telles que la CEDEAO, la CAE, la CDAA, le COMESA, l'IGAD, etc. ainsi que des principaux bailleurs de fonds et organisations partenaires de développement. Les sessions du CTS-TTIET sont ouvertes uniquement aux membres du comité.

Ces projets donnent aux investisseurs la possibilité de venir tôt et de profiter de ces initiatives continentales.

TABLEAU 1 : Projets énergétiques prioritaires de l'UA⁷

STADES DE DÉVELOPPEMENT DES PROJETS	NOM DU PROJET	COÛTS DU PROJET (MILLIONS DE DOLLARS US)
Environnement favorable et évaluation des besoins	Interconnecteur de transmission Inga 3	3,564.00
Définition du projet	Le réseau électrique de l'Égypte et du Soudan comme première étape de l'interconnexion électrique continentale en utilisant l'axe Le Caire - Le Cap	2,200.00
Pré faisabilité	1) Construction du projet hydroélectrique Rusizi IV de 287 MW. 2) Interconnexion électrique régionale entre l'Égypte et la Libye, première étape de l'achèvement de l'interconnexion électrique régionale de la région nord-africaine.	1,012.00
Faisabilité	1) Projet hydroélectrique de Baynes. 2) Projet hydroélectrique de Luapula. 3) Centrale hydroélectrique de Louga 1 et 2 (246 MW). 4) Projet de ligne de transmission Masaka - Mwanza. 5) Développement du site hydroélectrique de Chollet et des lignes de transmission associées. 6) Projet de réseau de transmission d'énergie verte en Afrique de l'Est 6 - Guba (Éthiopie)-Khartoum (Soudan)	5,457.76
Structuration des projets	1) Interconnecteur de puissance de transmission de Zizabona. 2) Oléoduc Lapsset : Lamu au Sud Soudan 3) Projet hydroélectrique de Mambilla de 3 050 MW.	9,104.00
Soutien aux transactions et clôture financière	1) Projet de parc solaire régional de l'EEEOA 2) Aménagement des sites hydroélectriques BAC et LOTEMO sur la Lobaye, et travaux connexes en RCA 3) Interconnexion des réseaux électriques entre : INGA - CABINDA et POINTE-NOIRE 4) Phase 1 Grand INGA	16,694.00
TOTAL		38,031.76

Source: Première session extraordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme (CTS-TTIIET), les 14 et 15 décembre 2020.

⁷ Les projets d'Afrique du Nord n'ont pas été inclus.

LA PAROLE AUX EXPERTS ...

Augmenter le nombre de financements de projets en Afrique :

Quelles conditions permettraient d'y parvenir ?



- ▷ *Existence d'un cadre réglementaire solide et stable pour soutenir les transactions de PPP*
- ▷ *Développer la capacité du gouvernement à négocier et à gérer des projets de PPP*
- ▷ *L'afflux d'investisseurs en offrant des aides au renforcement du crédit*
- ▷ *Attirer des financements à long terme du secteur privé, tels que des fonds de pension locaux avec un objectif d'investissement à long terme*
- ▷ *Accroître la part du financement local dans les projets afin d'atténuer le risque de change*
- ▷ *Améliorer le profil de risque des acheteurs et des autorités concessionnaires*
- ▷ *Structurer des réserves de projet bancables en réalisant des études de faisabilité appropriées*
- ▷ *Développer un système "judiciaire efficace capable de régler les litiges rapidement*
- ▷ *Créer des environnements permettant de faire respecter les contrats et veiller à ce que les décisions soient contraignantes pour toutes les parties*
- ▷ *Introduire des politiques commerciales qui offrent des incitations à investir dans les infrastructures, par exemple des exonérations fiscales, des prêts subventionnés, etc. »*

OPE ONIBOKUN, responsable du financement des projets, ARISE



- ▷ *Je dirais que trois facteurs sont essentiels à cet égard en Afrique :*
- a) les promoteurs / développeurs doivent disposer de fonds pour les coûts de développement ou être en mesure d'accéder à un financement pour ces coûts,*
 - b) un intérêt suffisant des assureurs pour fournir une couverture destinée aux projets en Afrique et*
 - c) un environnement réglementaire transparent. »*

BUNMI OTOKI, responsable des prêts et de la syndication, BMCE



- ▷ *Certaines conditions sont propices pour attirer les investissements. Parmi celles-ci, citons un cadre réglementaire et juridique solide ; la mise en œuvre de procédures de passation de marchés transparentes et objectives pour susciter la confiance des investisseurs et des financiers internationaux ; l'introduction d'un cadre de projet si nécessaire pour assurer un flux de revenus et l'adhésion à des normes ESG reconnues au niveau international. »*

TIMOTHY ONONIWU, directeur financier, Axxela

3.1 Comment les PME peuvent-elles aussi mener des projets de grande envergure?

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent environ 90% des entreprises en Afrique (SFI, n.d). Cette catégorie d'entreprises représente donc un élément clé dans les ambitions de développement de l'Afrique et, pour le secteur de l'énergie, la capacité du continent à faire le saut vers un avenir énergétique durable.

Toutefois, la réalisation de ces objectifs dépendrait du degré d'engagement des PME dans le développement et la mise en œuvre de projets énergétiques en Afrique. Condition préalable 1.

Les PME, tirant les leçons de l'intégration des marchés africains pour créer des marchés plus vastes et plus attrayants, devraient passer de petits silos à des partenariats qui créent des accords d'investissement de plus grande envergure, en réunissant les acteurs les plus aptes à gérer les différents risques associés au projet.

Pour ce faire, les PME devraient relever les défis typiques qui limitent leur capacité à mener des projets énergétiques. Il s'agit notamment de la capacité technique limitée, du manque d'accès à la technologie et du manque d'accès au financement. Condition préalable 2.

Ces deux conditions préalables jouent dans un cercle vicieux, car la condition préalable 2 affecte la condition préalable 1 et vice versa.

Afin de rompre ce cycle, les PME, tirant les leçons de l'intégration des marchés africains pour créer des marchés plus vastes et plus attrayants, devraient passer de petits silos à des partenariats qui créent des accords d'investissement de plus grande envergure, en réunissant les acteurs les plus aptes à gérer les différents risques associés au projet.



Les résultats de l'étude de marché d'un projet de la CEDEAO visant à promouvoir les investissements des PME dans le secteur de l'énergie⁸ ont révélé ce qui suit :

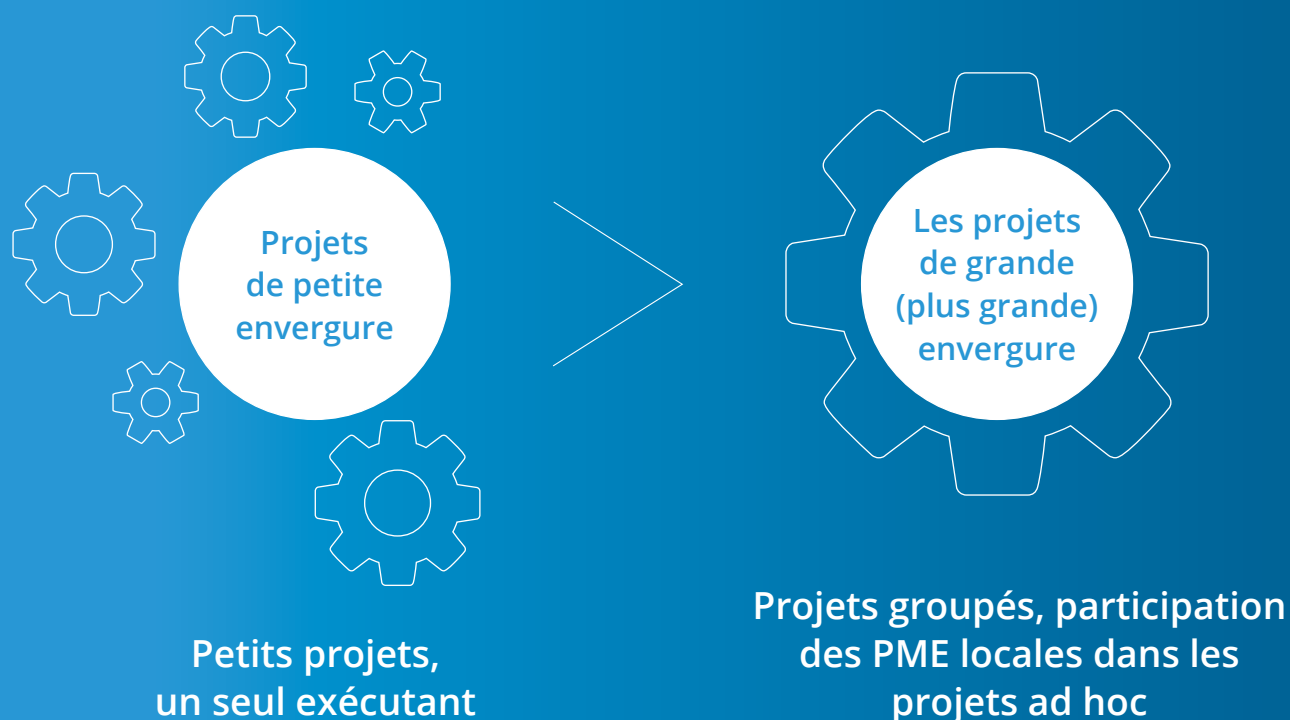
- ▷ Les projets de petite taille (moins d'un million de dollars US et moins de 5 millions de dollars US) ne sont pas attrayants pour les institutions financières locales.
- ▷ Toutefois, les entrepreneurs doivent avoir des résultats financiers qui ne soient pas sensiblement inférieurs au montant demandé aux institutions financières, surtout en l'absence de garanties.
- ▷ Pour que les PME puissent développer des projets innovants, une structuration est nécessaire - par exemple, le regroupement de projets, la participation des entrepreneurs dans des sociétés SPV.
- ▷ La présence de rehaussements de crédit et de lignes de crédit facilite la volonté des banques commerciales de prêter aux PME.

⁸ Grâce au financement de la Banque africaine de développement (BAD) et du Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructures (IPPF) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le projet régional, mis en œuvre par le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC), a produit des plans de financement pour permettre aux entrepreneurs des secteurs du GPL, des entreprises hors réseau et des technologies intelligentes de lever des fonds.



Regroupement de projets :

Une nouvelle stratégie pour les PME



Les PME ont beaucoup à gagner en adoptant une stratégie de regroupement de projets pour augmenter la taille totale de l'investissement et, ainsi, attirer l'attention des financiers, d'autant plus que le marché des technologies modulaires est en pleine croissance. **En raison de la transition énergétique en cours en Afrique, nous voyons l'industrie devenir plus décentralisée (l'énergie étant produite plus près de l'endroit où elle sera consommée), numérisée (avec des solutions intelligentes facilitant la distribution) et décarbonisée (avec un déploiement croissant des énergies renouvelables modulaires) et les acteurs du marché étant des entreprises plus petites plutôt que les grands services publics traditionnels.** En outre, les caractéristiques mêmes de ces projets peuvent signifier qu'ils sont moins susceptibles de connaître de longues périodes de gestation que les projets d'infrastructure transfrontaliers.

Enfin, les signaux politiques indiquent tous une croissance accrue. Dans la région de la CEDEAO, par exemple, des pays comme le Burkina Faso, la Gambie (la), la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Nigeria et la Sierra Leone



Pour réaliser pleinement le potentiel massif de l'industrie énergétique africaine, nous devons relier l'offre et la demande. En d'autres termes, l'industrie doit relier plus efficacement les projets locaux de haute qualité aux divers acteurs de la chaîne de valeur énergétique : sociétés énergétiques, institutions financières internationales (IFI), banques de développement africaines, banques commerciales locales, investisseurs d'impact, fonds de capital-investissement, acteurs du renforcement du crédit et acteurs du développement des capacités du secteur de l'énergie. La plate-forme de PUTTRU était la pièce manquante dans cet écosystème. »

**Franck Adjagba,
co-fondateur de PUTTRU**

ont des objectifs pour les systèmes décentralisés allant de 20 % à plus de 40 % de la population de leur pays d'ici 2030 (CEREEC, 2017).

Dans la région de la CAE, par exemple, la stratégie nationale d'électrification du Kenya (2018) vise à fournir 250 000 systèmes solaires domestiques (SHS) d'ici 2030 aux ménages, centres de santé, écoles et entreprises agricoles ; en Éthiopie, le programme d'électrification du pays (2017) vise à couvrir 35 % de sa population en utilisant des systèmes décentralisés d'ici 2025 ; et au Rwanda, le plan stratégique du secteur énergétique et la stratégie d'électrification rurale du Rwanda visent à connecter 48 % de la population du pays aux systèmes décentralisés d'ici 2024 (AIE, 2019).

Le processus d'identification des projets et des sponsors, de regroupement, de structuration et de clôture du financement peut sembler une tâche ardue étant donné la profondeur de la coordination requise, notamment face aux frictions liées à l'information, entre autres.

PLEINS FEUX SUR LES PARTENAIRES

La FCMB finance l'avenir durable du Nigéria

Le changement climatique et la nécessité de disposer de sources d'énergie propres font évoluer le paysage énergétique mondial, qui passe d'une prédominance des combustibles fossiles à des énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, la biomasse, l'énergie géothermique, les biocarburants liquides et l'énergie solaire.

Une Étude Statistique de British Petroleum (BP) sur l'Énergie Mondiale indique que plus de 10% de la consommation mondiale d'énergie est générée à partir de sources d'énergie renouvelables, tandis que l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables estime que les investissements dans les sources renouvelables s'élèvent à 300 milliards de dollars, dont environ 50 % sont consacrés à l'énergie solaire. Cela représente plus de trois fois le montant des investissements réalisés au cours des 15 dernières années.

Le déficit d'approvisionnement en énergie au Nigéria est énorme. En 2020, la Société Financière Internationale (SFI) a mené une étude de marché approfondie pour déterminer le potentiel des solutions solaires aux problèmes d'accès à l'énergie et de coût auxquels sont confrontés

Les opportunités de concrétiser les rêves et de soutenir la croissance des entreprises dans les secteurs émergents, notamment en leur donnant accès au financement, sont les raisons pour lesquelles la First City Monument Bank (FCMB) a joué un rôle de premier plan dans le secteur des énergies renouvelables.

les clients commerciaux, industriels et résidentiels au Nigéria. Les résultats de l'étude estiment qu'il existe environ 3 millions de générateurs, allant des petites unités à essence aux grandes unités au diesel, fournissant 15 à 20 GW de demande d'énergie pour combler les lacunes du réseau. Il a été constaté que l'essence et le diesel représentent environ 60% des coûts énergétiques dans les segments étudiés, à un coût nivelé du générateur (LCOE) d'environ 0,30 à 0,60 USD / kWh par rapport au réseau d'environ 0,11 USD / kWh et à l'énergie solaire PV d'environ 0,10 à 0,20 USD / kWh. Par conséquent, l'efficacité de la production d'énergie et le caractère abordable de celle-ci doivent être des facteurs déterminants dans le choix des sources d'énergie de la nation.

Au cours des trois dernières années, des investissements d'une valeur de plus de 100 millions de dollars ont été réalisés dans la fabrication et la distribution hors réseau. Le Gouvernement Fédéral, par l'intermédiaire de l'Agence d'Électrification Rurale (REA) en partenariat avec des partenaires internationaux, a mis en place plusieurs projets et programmes afin de mobiliser des fonds. Il s'agit notamment de 280 millions de dollars pour le projet d'Énergie Solaire de Naija, 150 millions de dollars pour le projet d'électrification du Nigéria (mini-réseau), et 70 millions de dollars pour le projet d'électrification du Nigéria (système solaire domestique). Bien que ces investissements aient pu amorcer une accélération progressive vers la fourniture d'énergie propre aux 70 % de ménages et d'entreprises nigériens qui sont soit mal desservis, soit non desservis par le réseau national, de nombreux autres investissements et collaborations sont nécessaires pour que davantage d'entreprises et de ménages puissent réaliser leurs rêves. Les opportunités de concrétiser les rêves et de soutenir la croissance des entreprises dans les secteurs émergents, notamment en leur donnant accès au financement, sont les raisons pour lesquelles la First City Monument Bank (FCMB) a joué un rôle de premier plan dans le secteur des énergies renouvelables.

La vision de la FCMB est de permettre à ses clients d'avoir confiance dans la réalisation de leurs rêves. L'une des voies stratégiques choisies par la banque pour y parvenir est d'élargir l'accès aux secteurs émergents et à ceux qui étaient auparavant non desservis et / ou mal desservis.



M. Paul est le responsable du segment émergent de la FCMB. Il est titulaire d'un BSc en physique appliquée, d'un MBA (Pays de Galles) et d'un certificat d'études supérieures en méthodes de recherche commerciale (Edinburgh Business School). Il est titulaire d'un certificat en gestion et finance des énergies renouvelables de la Commission Européenne de l'Énergie et du RENAC.

Ce thème stratégique est à l'origine de la croissance du portefeuille de prêts de la banque aux développeurs de mini-réseaux, aux fournisseurs d'efficacité énergétique commerciale et industrielle et aux distributeurs de systèmes solaires domestiques (SHS). La banque est en bonne voie pour financer des projets qui permettraient de fournir plus de 10 000 nouveaux raccordements aux ménages et aux entreprises d'ici la fin de 2021. Notre connaissance du secteur des énergies renouvelables et notre expérience de travail avec les PME ont contribué au développement de produits et de services de prêt pour les entreprises du secteur. Par exemple, un produit destiné aux développeurs de mini-réseaux dans le cadre du programme de la Banque Mondiale (BM) / l'Agence d'Électrification Rurale (REA) permet d'accéder à des prêts pouvant atteindre 70 % du coût du projet sans garantie.

Nous comprenons que les projets solaires dépendent de facteurs économiques solaires tels que l'économie d'échelle, les taux d'intérêt auxquels les fournisseurs obtiennent des financements, la facilité de la logistique, l'accessibilité des terrains ou la participation de la communauté, la qualité des systèmes et la nature de leur configuration. Ces facteurs déterminent en grande partie le délai de récupération. Nous comprenons également que l'importance de l'investissement requis et la couverture de sécurité qui l'accompagne peuvent être décourageants pour les entreprises qui ont déjà du mal à faire entrer une demande de prêt contemporaine dans un critère de risque traditionnel. Pour ces raisons, nous avons développé des produits et services sur mesure qui répondent aux besoins des entreprises du secteur. Lors de l'élaboration de ces produits et services, nous avons observé une vision globale du marché afin de relever les défis uniques qui empêchent les entreprises émergentes de se développer, tels que les connaissances et l'expérience limitées et la mauvaise qualité perçue des équipements solaires.

Les entreprises enregistrées et profilées dans le cadre de l'un des programmes REA peuvent bénéficier d'un prêt pour mettre en œuvre leurs projets. Les conditions sont largement guidées par le programme auquel elles ont droit. Cela n'empêche pas les entreprises ayant des projets bancables en dehors de ces programmes d'avoir accès à un prêt. Le financement par l'emprunt n'étant pas la solution miracle pour toutes les entreprises, les moyennes et grandes entreprises du secteur peuvent bénéficier de services de conseil, d'investissements en fonds propres et d'autres services de collecte de fonds.

Les entreprises enregistrées et profilées dans le cadre de l'un des programmes REA peuvent bénéficier d'un prêt pour mettre en œuvre leurs projets. Les conditions sont largement guidées par le programme auquel elles ont droit.

La FCMB a pris des mesures audacieuses pour améliorer l'accès à l'énergie au Nigéria et bâtir un avenir durable pour les entreprises et les ménages. La banque a joué un rôle de premier plan dans le secteur des énergies renouvelables en renforçant les capacités, en facilitant l'accès au financement et en offrant la possibilité de mettre en relation les développeurs et les utilisateurs finaux. La banque a signé des accords de rehaussement de crédit d'une valeur de 20,9 milliards de nairas pour soutenir des projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Ceci a pour but d'améliorer l'approvisionnement en énergie, d'améliorer la rentabilité et l'accès à l'énergie propre.

Liste des références

BAD (2012). Rapport sur le développement en Afrique 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African%20Development%20Report%202012%20-%20Main%20Drivers%20of%20Africa%E2%80%99s%20Economic%20Performance.pdf> (consulté le 26 janvier 2021).

BAD (2019). African Economic Outlook 2019. Disponible à l'adresse : https://www.icafrica.org/fileadmin/documents/Publications/AEO_2019-EN.pdf (Consulté le 7 janvier 2021).

CEREEC (2019). De la vision à l'action coordonnée : Consolidation des agendas d'action SE4ALL, des plans d'action nationaux pour les énergies renouvelables et des plans d'action nationaux pour l'efficacité énergétique des pays de la région de la CEDEAO. Disponible à l'adresse : http://se4all.ecreee.org/sites/default/files/final_report_on_se4all_consolidation.pdf

Goanue, A. (2020). Interviewé par Monica Maduekwe pour PUTTRU Thought Leaders Series, octobre 2020. Disponible à l'adresse : <https://puttru.com/thought-leaders-augustus-goanue-managing-director-liberia-electricity-regulatory-commission/> (Consulté le 7 janvier 2021).

AIE (2019). Africa Energy Outlook: Rapport spécial sur les perspectives énergétiques mondiales. Disponible à l'adresse : www.iea.org/africa2019 (Consulté le 20 janvier 2021).

SFI (n.d): Afrique subsaharienne - Initiatives pour les PME. Disponible à l'adresse : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/REGION_EXT_Content/Regions/Sub-Saharan+Africa/Advisory+Services/SustainableBusiness/SME_Initiatives/ (Consulté le 13 janvier 2021).

Ikeonu, I. (2019). Entretien : Comment attirer des capitaux dans le secteur de l'énergie en Afrique. Disponible à l'adresse : <https://puttru.com/interview-with-ifey-ikeonu-expert-opinion-on-attracting-capital-into-africas-energy-sector/> (Consulté le 7 janvier 2021).

FMI (2020). Soutien du gouvernement aux entreprises d'État : Options pour l'Afrique subsaharienne. Disponible à l'adresse : <file:///C:/Users/Monica%20Maduekwe/Downloads/enspecial-series-on-covid19government-support-to-stateowned-enterprises-options-for-subsaharan-afric.pdf> (Consulté le 26 janvier 2021).

Nevin, A. (2020). Interviewé par Monica Maduekwe pour PUTTRU Thought Leaders Series, juin 2020. Disponible à l'adresse : <https://puttru.com/thought-leaders-with-dr-andrew-nevin-partner-and-chief-economist-pwc-nigeria/> (Consulté le 7 janvier 2021).

Onibokun, O. (2020). Interviewé par Monica Maduekwe pour PUTTRU Thought Leaders Series, juin 2020. Disponible à l'adresse : <https://puttru.com/thought-leaders-with-ope-onibokun-head-of-project-finance-arise-ports-logistics/> (Consulté le 7 Janvier 2021).

CTS-TTIIET (2020): Première session extraordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme (CTS-TTIIET), les 14 et 15 décembre 2020.

CNUCED (2020a): Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 : Production internationale au-delà de la pandémie. Disponible à l'adresse : https://unctad.org/system/files/official-document/wir2020_overview_en.pdf (Consulté le 7 Janvier 2021).

CNUCED (2020b): Évaluation de l'impact du COVID-19 sur le développement économique de l'Afrique. Disponible à l'adresse : https://unctad.org/system/files/official-document/aldcmisc2020d3_en.pdf (Consulté le 26 Janvier 2021).

Nations Unies (2020). Situation et perspectives de l'économie mondiale. Disponible à l'adresse : https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP2020_FullReport.pdf (Consulté le 7 Janvier 2021).

Banque mondiale (2020): COVID-19 (Coronavirus) conduit l'Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans [Communiqué de presse]. Le 9 avril 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/09/covid-19-coronavirus-drives-sub-saharan-africa-toward-first-recession-in-25-years> (Consulté le 7 Janvier 2021).

Wonodi, R. (2020). Interviewé par Monica Maduekwe pour PUTTRU Thought Leaders Series, juillet 2020. Disponible à l'adresse : <https://puttru.com/thought-leaders-with-rumundaka-wonodi-founder-chief-executive-officer-zkj-energy-partners-limited/> (Consulté le 7 Janvier 2021).





PUTTRU

PUTTRU Technologies Limited
29 Mambilla St, Three Arms Zone, Abuja, Nigeria
info@puttru.com / www.puttru.com